



Parce qu'elle a compris que la prise du pouvoir n'est plus une hypothèse d'école la gauche est aujourd'hui en profonde mutation. Le débat lancé par la DPN d'avril 1973 sur « la restructuration du mouvement ouvrier », qui paraissait alors bien théorique est devenu aujourd'hui central. Au moment où le Parti communiste prépare un congrès extraordinaire, au moment où les forces socialistes s'interrogent sur leur avenir, le PSU est lui aussi directement concerné. Robert Chapuis montre ici pourquoi.

Le P.S.U. est né de la volonté d'échapper aux impasses, aux déviations et aux contradictions de la gauche devant la guerre d'Algérie, le gaullisme et ce qu'on appelait alors le néo-capitalisme. Depuis quatorze ans, le P.S.U. a vécu au rythme de l'évolution de la gauche (d'où ses débats internes) et de l'action de ses militants qui a constamment permis de développer et d'unifier le Parti. On l'a vu en mai 68 comme à LIP en 73. Être P.S.U. ce n'est pas tellement en posséder la carte, c'est avoir une certaine action, politique ou syndicale, sociale ou culturelle, à tel point que ceux qui mènent une telle action sans pour autant adhérer à notre parti sont perçus par les autres — et notamment à droite ! — comme des militants du P.S.U. C'est pourquoi l'influence du P.S.U. est bien supérieure au nombre de ses militants.

Cette action a permis au P.S.U. de s'inscrire dans le rapport des forces sur une base de classe. Peu à peu notre parti est devenu plus « ouvrier » tout en conservant sa capacité « intellectuelle ». Mais l'action se serait vite muée en activisme, si le P.S.U. ne s'était pas interrogé sur sa ligne politique, sur la nature

et l'orientation de son action au sein des forces populaires, en tant que parti.

Ce ne fut pas sans douleur, car le mouvement de mai 68, en portant la lutte des classes à un niveau plus élevé, reposait tous les problèmes — anciens et nouveaux — de la révolution socialiste. Mouvement politique de masse, parti d'avant-garde, intellectuel collectif de la nouvelle classe ouvrière... tous les courants, avec toutes leurs nuances se sont fait jour et se sont heurtés à travers le P.S.U.

Certes le débat était riche mais les affrontements ne risquaient-ils pas de mener le P.S.U. là où ils avaient conduit l'U.N.E.F. (d'autant que les deux organisations n'étaient pas sans liens !) L'apparition d'une courte majorité autour de Michel Rocard au Congrès de Lille en juin 1971 permit d'arrêter le parti au bord du gouffre.

les moyens concrets

Il en résulta une clarification interne qui permit de relancer et de développer les adhésions ouvrières, d'autant que les militants syndicaux

— de la C.F.D.T. notamment — se trouvaient de plus en plus confrontés avec la dimension politique de leurs luttes : quelle réponse devaient-ils apporter à la question du pouvoir ?

En adoptant au Congrès de Toulouse, en décembre 72 son Manifeste « **Contrôler aujourd'hui pour décider demain** », le P.S.U. contribua d'une façon décisive à l'élaboration de cette réponse : le socialisme autogestionnaire sur la base des luttes sociales, des revendications et des aspirations qui s'y manifestent, constitue l'orientation politique capable de donner un sens à l'action militante comme à la prise du pouvoir par les forces populaires. Le contrôle ouvrier et le contrôle populaire cessent d'être des images d'Epinal de la révolution pour devenir les moyens concrets d'un processus révolutionnaire dans notre société.

Le développement du courant socialiste autogestionnaire ne pouvait se faire sur une position dite d'avant-garde qui risquait d'être laissée en arrière ou sur le côté par la grande masse de la classe ouvrière à partir du moment où celle-ci se mettait en mouvement. Or précisément, elle se mettait en mouvement sur le terrain social (**Evian** en septembre 71 annonce **Penarroya, le Joint Français la guerre du lait, etc.**) et même sur le terrain politique (le programme commun P.C. — P.S. prétendait offrir, quoiqu'en termes réformistes, un débouché politique à l'action ouvrière).

Pour se situer en termes de classe et de masse, le socialisme autogestionnaire devait s'inscrire dans l'unité populaire. Telle fut la stratégie décidée, une fois encore après un débat interne important par notre Conseil national de novembre 73. Celui-ci disait notamment :

« **Notre orientation, l'axe stratégique du contrôle ouvrier, les mots d'ordre de transition vers l'autogestion socialiste, correspondent aux nécessités de la société et aux aspirations d'une grande partie des travailleurs.**

« **Mais cette stratégie ne peut déboucher sur la prise du pouvoir que si elle est étendue à l'ensemble de la classe ouvrière et à de larges masses populaires. C'est le sens de notre objectif d'Unité ouvrière et d'Unité populaire.**

« **Cette extension ne peut se réaliser sans**

prendre en compte le niveau réel de conscience des masses. Celui-ci se traduit notamment par l'existence des organisations syndicales, C.G.T. et C.F.D.T., et par l'emprise des organisations à orientation réformiste, P.C. et P.S., sur de larges masses et sur de nombreux militants.

« **Il est vain de vouloir chercher une unité efficace en dehors d'un processus d'alliance au niveau des forces que s'est donnée la classe ouvrière au cours de son histoire. Une unité conclue notamment en dehors de ces forces peut certes connaître des succès partiels. Elle ne pourra pas déboucher sur la prise du pouvoir.**

« **Par ailleurs, cette recherche de l'unité à un double niveau (à la fois sur des objectifs et avec les organisations) est la seule qui puisse préparer non seulement le renversement du régime, mais aussi la période de transformation révolutionnaire de la société dans son ensemble.**

« **Notre politique doit donc s'orienter vers la réalisation d'une forme d'unité à la fois dynamique et conflictuelle qui favorise les mutations internes du mouvement ouvrier au fur et à mesure des étapes de son affrontement avec la bourgeoisie.** »

Le même Conseil affirmait que pour développer ainsi le socialisme autogestionnaire à travers l'unité populaire, il fallait « **construire dès aujourd'hui une puissante force politique, révolutionnaire et autogestionnaire.** » Et le P.S.U. précisait que « **dans ce but, il est prêt à mettre en cause ses structures et ses modes d'intervention** ».

dans l'unité populaire

C'est sur cette base que fut réalisé le **Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste**, qui devait évoluer vers une sorte de mouvement à la fois social et politique. Ce processus était à peine engagé quand la mort de Pompidou, le 2 avril, vint rouvrir le débat sur l'unité populaire et la meilleure façon d'y insérer le courant socialiste autogestionnaire.

En décidant de soutenir Mitterrand comme candidat unique de la gauche, dès le premier tour, le P.S.U. et la C.F.D.T. choisissaient de s'inscrire dans la dynamique unitaire, sans pour autant rallier le programme commun. Le

socialisme autogestionnaire n'apparaissait plus seulement comme un courant d'idées ou de luttes, il s'engageait sur le terrain du pouvoir, il intervenait dans le débouché politique des luttes : ne risquait-il pas alors de perdre sa nature révolutionnaire ?

Il ne peut y avoir de réponse « théorique » à cette question : il faut analyser le rapport des forces, la situation de la lutte des classes. Pour vaincre ses difficultés, la bourgeoisie n'avait que deux cartes : l'autoritarisme (de type fascisant) ou le réformisme. Giscard a réussi à confondre Chaban-Delmas avec l'Etat U.D.R. et a joué — avec l'appui des forces les plus conservatrices ! — la carte du réformisme. Il a ainsi pu tirer le bénéfice d'une situation qui ailleurs a profité à Brandt ou à Wilson : car Mitterrand, doublement lié à la gauche par le programme commun et le socialisme autogestionnaire, cessait d'être une carte de la bourgeoisie ; il devenait — quel que soit son passé — le représentant des forces populaires.

La gauche prenait ainsi une signification de classe à un moment où la lutte des classes était portée à un niveau rarement atteint dans notre pays. Mais elle se trouvait aux prises avec une singulière contradiction : elle restait enfermée pour une grande part dans un programme réformiste au moment où elle devait apporter des réponses révolutionnaires ! Or précisément, le courant socialiste autogestionnaire apparaissait seul capable de contribuer à imaginer et à formuler ces réponses : la victoire de la gauche dépendait sans doute de cette contribution ; elle permettait notamment de gagner certaines couches hésitantes qui, quand il s'agit simplement de réformes, font plus confiance à la droite (parce qu'elle en a les moyens) qu'à la gauche (parce qu'elle risque d'en être privée d'une manière ou d'une autre), mais qui affrontées à des problèmes nouveaux, à des inquiétudes nouvelles (sur la croissance, l'emploi, le mode de vie, les rapports sociaux...), sont disponibles pour des solutions radicalement nouvelles, pour des transformations révolutionnaires, surtout si elles sont engagées avec leur concours, et c'est bien ce qui fait l'importance historique du socialisme autogestionnaire, pour la réalisation des alliances de classe nécessaires à la victoire.

Le problème n'est donc pas que le courant socialiste autogestionnaire ait été trop inséré dans la campagne unitaire, c'est plutôt qu'il ne

l'ait pas été assez ! L'explication de la défaite n'est sans doute pas uniquement là, mais elle est partiellement là. Il faut en tirer les conséquences : elles concernent bien sûr les signataires du programme commun, mais elles nous concernent aussi. Nous devons prendre nos responsabilités et ne pas attendre la victoire des renoncements des autres, à gauche comme à droite.

C'est pourquoi, le 26 mai, la Direction politique nationale du P.S.U. a fait un certain nombre de propositions qui, bien que souvent déformées, ont rencontré un écho certain. Cette volonté de donner une suite positive et offensive à la mobilisation populaire de mai 74 s'est exprimée, au même moment, dans d'autres déclarations : celle de François Mitterrand, le 25 mai, qui appelle au regroupement des forces socialistes autour d'un même projet de société, et celle du Bureau national de la C.F.D.T., le 27 mai qui appelle ses militants à « **favoriser autour d'un véritable projet de société socialiste, démocratique et autogestionnaire, la naissance de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin** »,

sur un projet positif

1°) qu'il faut développer encore l'unité populaire pour faire face aux nouveaux enjeux que Giscard va ouvrir pour garantir la domination bourgeoise : à cette fin le P.S.U. est prêt à rouvrir le débat qu'il avait engagé avec le Parti communiste comme à participer à des assises nationales de toutes les forces de gauche.

2°) qu'il faut donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur et, pour cela, créer les conditions d'une force politique puissante et crédible, autrement dit capable de répondre aux espérances des travailleurs : le P.S.U. est prêt à organiser avec d'autres une rencontre des forces socialistes qui se situerait dans cette perspective.

Il s'agit donc bien des orientations définies dès novembre 73 et qu'il faut traduire dans le contexte créé par les élections présidentielles. Notre volonté révolutionnaire doit se maintenir avec la plus grande fermeté non pour nous isoler et nous mettre en marge, mais au contraire pour nous insérer activement dans les rapports de force où se fait l'expression politique des travailleurs. Et nous devons le faire non pas d'abord en termes organi-

sationnels (quel serait notre poids ?) mais d'abord en termes politiques, c'est-à-dire sur un projet de société et les moyens concrets d'y parvenir. C'est ensuite que peuvent se poser des questions organisationnelles, en vue de donner l'appui politique nécessaire à ce projet, au sein de la gauche et contre la droite. Il importe notamment de se défier de tout retour à la vieille opposition entre gauche communiste et gauche non-communiste : c'est sur un projet positif que des rassemblements doivent se faire, sans mettre en cause si peu que ce soit l'unité d'action nécessaire avec le parti communiste.

Pour réaliser la force politique dont a besoin le socialisme autogestionnaire, deux voies sont possibles :

- en termes de masse ;
- sur une base militante.

En novembre 73 nous avons exploré surtout la deuxième. Après la campagne présidentielle il apparaît possible et nécessaire d'explorer la première. Comment ?

Une organisation politique de masse permettrait de répondre aux enjeux du pouvoir à tous les niveaux : elle donnerait au socialisme autogestionnaire une meilleure capacité d'initiative et de réalisation, pour créer non seulement les conditions de la prise du pouvoir d'Etat mais celle de la création d'un autre type de pouvoir. On peut mesurer, par l'exemple du Chili et d'autres pays, l'importance que revêtirait un parti socialiste implanté effectivement dans les masses, et notamment dans la classe ouvrière.

pour une organisation de masse

Aucun parti ne répond à lui seul en France à ces conditions : ni le P.C.F. à cause de sa stratégie et de son projet de société, ni le P.S. qui reste encore trop une machine électorale, ni le P.S.U., parti de militants, peu apte à tenir largement les enjeux institutionnels.

Et pourtant des milliers, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, qui sont souvent des militants syndicaux, culturels, sociaux, familiaux, sentent la nécessité d'un engagement politique : ils seraient prêts à s'engager dans une organisation nouvelle, résolument socialiste et unitaire, capable d'appuyer, par son action et sa stratégie, le projet d'une société où le pouvoir soit

effectivement exercé par les travailleurs. C'est sur eux que doit s'appuyer la création d'une organisation politique de masse : ils assureront la dynamique nécessaire, la force d'appel sans laquelle il ne peut y avoir que fusions d'appareils ou contrats provisoires qui ne changent pas radicalement le rapport de forces.

Le P.S.U. entend tout faire pour répondre à leur attente et il serait prêt à se mettre en cause lui-même afin de créer les conditions nécessaires au développement d'une force politique puissante, appuyée sur une large base ouvrière. Encore faut-il qu'il ne soit pas seul à produire un tel effort.

Le Parti socialiste est directement concerné : dans son programme, il s'est référé à l'autogestion ; depuis 1971, il a voulu s'ouvrir à l'attente des masses et se fermer à certaines traditions social-démocrates ; par son accord avec le P.C.F., il s'est situé plus nettement à gauche et son premier secrétaire a réussi à dépasser cet accord même pour être aussi le candidat des forces socialistes autogestionnaires. Il reste au Parti socialiste à manifester qu'il ne s'agit pas là que d'une tactique momentanée propre à lui assurer des voix, mais qu'il est prêt à s'engager dans le mouvement réel des masses, dans une dynamique de victoire, pour un autre type de pouvoir : acceptera-t-il de préparer une rencontre des forces socialistes avec les militants du P.S.U. et tous ceux qui aspirent à l'apparition d'une force politique nouvelle ? acceptera-t-il de se mettre en cause lui-même, s'il le faut, pour permettre une telle apparition ?

La réponse à ces questions ne saurait tarder : on peut espérer qu'elle soit positive. On peut s'inquiéter aussi de voir, ici ou là, des réactions de tendance ou de chapelle : certains craindraient-ils de se confronter dans la même organisation avec les militants les plus combatifs des luttes sociales et du socialisme autogestionnaire ?

l'avenir du socialisme

Si une rencontre des forces socialistes autour d'un projet d'avenir où s'exprimeraient les grandes orientations du socialisme autogestionnaire apparaît possible, alors le P.S.U. s'y engagera totalement : un Conseil ou un Congrès national **précédera** une telle

rencontre pour savoir si le P.S.U. y participe et quel sens il lui donne. Nous ne ménagerons aucun effort pour parvenir à un accord.

Si cette rencontre est impossible ou si elle se vide de sens, en raison des blocages ou des refus de telle ou telle organisation, il restera bien sûr au P.S.U. à explorer à nouveau la seconde voie, limitée à des militants politiques déjà formés, déjà confirmés. Ne nous faisons pas d'illusion : après l'échec du 19 mai 74, ce sera à nouveau une grande déception ; l'espoir de milliers de travailleurs, prêts à s'engager directement, sera une fois de plus déçu et la victoire de la gauche, la victoire du socialisme en sera rendue plus difficile.

Nous ne voulons pas le croire : nous sentons que la victoire peut être proche, si nous

savons en prendre les moyens ; nous ne devons pas fuir nos responsabilités, au moment où la bourgeoisie fait feu de tout bois et n'hésite pas à brûler ses dernières cartouches.

L'avenir du P.S.U. n'a pas de sens s'il n'est pas l'avenir du socialisme dans notre pays. Depuis trois ans, des pas de géant ont été accomplis : grâce au P.S.U. (et s'il ne fut pas le seul il fut souvent au premier rang), le socialisme autogestionnaire est devenu une profonde espérance ; à l'intérieur de la classe ouvrière et pour tous ceux qui subissent l'oppression bourgeoise et l'exploitation capitaliste. Pour ne pas se déjuger le P.S.U. doit savoir répondre à cette espérance et se mettre au service de la victoire des forces populaires, pour le pouvoir des travailleurs.

Robert CHAPUIS ■